



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 17

## **Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Michel Pagé  
Ministre de l'Éducation**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1992**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur l'instruction publique afin principalement d'assouplir les contrôles exercés par le ministre de l'Éducation sur certaines fonctions et certains pouvoirs des commissions scolaires et du Conseil scolaire de l'île de Montréal.*

*C'est ainsi que le projet de loi abroge les dispositions de la loi qui font obligation aux commissions scolaires et au Conseil d'obtenir l'autorisation du ministre pour acquérir des biens ou effectuer des travaux sur leurs immeubles. Le projet de loi remplace de plus l'obligation de faire approuver par le ministre les plans et devis des travaux effectués sur les immeubles des commissions scolaires et du Conseil par l'obligation d'obtenir l'avis du ministre. Le projet de loi abroge enfin l'obligation pour les commissions scolaires et le Conseil de faire approuver par le ministre leur budget annuel de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette et d'obtenir de celui-ci une autorisation pour adopter un budget qui prévoit des revenus supérieurs aux dépenses qui y figurent.*

*Par ailleurs, le projet de loi habilite la commission scolaire, sur demande motivée des parents d'un élève, dans les cas déterminés par règlement du ministre, à accorder une dérogation à l'âge minimum d'admissibilité à l'éducation préscolaire ou à l'enseignement primaire.*

*Le projet de loi habilite également le gouvernement à adopter des règlements pour déterminer les règles de majoration du montant de base pour le calcul du produit maximal de la taxe scolaire dans les cas de réunion ou d'annexion totale de territoires de commissions scolaires ou de cessation d'existence d'une commission scolaire régionale.*

*Enfin, le projet de loi vient corriger certaines imprécisions relativement au pouvoir du ministre d'établir des règles budgétaires annuelles.*

# Projet de loi 17

## Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3) est modifiée par l'insertion, après l'article 241, du suivant:

« **241.1** Pour des raisons humanitaires ou pour éviter un préjudice grave à un enfant qui n'a pas atteint l'âge d'admissibilité, la commission scolaire peut, sur demande motivée de ses parents, dans les cas déterminés par règlement du ministre:

1° admettre l'enfant à l'éducation préscolaire pour l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 5 ans, ou l'admettre à l'enseignement primaire pour l'année scolaire au cours de laquelle il atteint l'âge de 6 ans;

2° admettre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, à l'enseignement primaire l'enfant admis à l'éducation préscolaire qui a atteint l'âge de 5 ans.

En cas de refus de la commission scolaire, le ministre peut, sur demande des parents et s'il l'estime opportun compte tenu des motifs mentionnés au premier alinéa, ordonner à la commission scolaire d'admettre l'enfant dans les cas et les conditions visés au premier alinéa. ».

**2.** Les articles 268 et 269 de cette loi sont abrogés.

**3.** L'article 271 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **271.** Une commission scolaire ne peut effectuer ou faire effectuer sur un immeuble des travaux qui nécessitent l'élaboration de plans et devis avant d'avoir obtenu l'avis du ministre sur son projet. ».

**4.** L'article 277 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « prépare et soumet à l'approbation du » par les mots « doit adopter et transmettre au » ;

2° par la suppression du troisième alinéa.

**5.** L'article 279 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **279.** Le budget ne peut prévoir, sauf avec l'autorisation du ministre, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, de dépenses supérieures aux revenus de la commission scolaire. ».

**6.** L'article 280 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « peut » par le mot « doit » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « Cependant, la commission scolaire doit » par les mots « La commission scolaire doit aussi ».

**7.** L'article 281 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **281.** Une commission scolaire qui, le 1<sup>er</sup> juillet, n'a pas adopté son budget est autorisée à encourir, pour ce mois, un montant de dépenses égal au douzième du montant de dépenses de l'année scolaire précédente.

Il en est de même pour chaque mois de l'année scolaire où, le premier jour, le budget n'est pas encore adopté. ».

**8.** L'article 308 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du troisième alinéa, de la phrase suivante : « Dans les cas de réunion ou d'annexion totale de territoires de commissions scolaires ou de cessation d'existence d'une commission scolaire régionale survenues après le 30 juin 1989, le montant de base de la commission scolaire issue de la réunion, de la commission scolaire annexante ou d'une commission scolaire membre de la commission scolaire régionale est, à compter de l'année scolaire où ces changements prennent effet, mais uniquement pour la période déterminée par les règlements le cas échéant, majoré selon les règles qui y sont prévues. ».

**9.** L'article 312 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « après l'approbation » par les mots « lors de l'adoption »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

**10.** L'article 435 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **435.** Le Conseil fixe le taux de la taxe scolaire après que les commissions scolaires de l'île de Montréal aient adopté leur budget. ».

**11.** L'article 445 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « prépare et soumet à l'approbation du » par les mots « doit adopter et transmettre au ».

**12.** L'article 447 de cette loi, modifié par l'article 46 du chapitre 78 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe 9° du troisième alinéa et après le mot « pédagogique », des mots « autre que celle relative à la date à laquelle est déterminée l'âge d'admissibilité aux services éducatifs ».

**13.** L'article 455.1 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, après le paragraphe 3°, du suivant :

« 4° déterminer les règles de majoration du montant de base dans les cas de réunion ou d'annexion totale de territoires de commissions scolaires ou de cessation d'existence d'une commission scolaire régionale survenues après le 30 juin 1989, lesquelles peuvent varier selon ce que le règlement indique. » ;

2° par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Ce règlement peut, pour chaque cas qu'il indique, déterminer une période où il y a lieu à majoration du montant de base selon les règles édictées en application du paragraphe 4° du premier alinéa. ».

**14.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 457, du suivant :

« **457.1** Le ministre détermine, par règlement, les cas dans lesquels une commission scolaire peut exercer les pouvoirs prévus à l'article 241.1 concernant l'admission d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge d'admissibilité, y compris les renseignements et les expertises qui doivent accompagner la demande le cas échéant. ».

**15.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 473, du suivant :

« **473.1** Les règles budgétaires peuvent, aux conditions ou selon les critères qui y sont prévus ou qui sont déterminés par le ministre, prévoir l'allocation de subventions ou autoriser le ministre à accorder des subventions aux commissions scolaires ou au Conseil scolaire de l'île de Montréal, pour tenir compte de situations particulières ou pour réaliser certains projets ou certaines activités.

Ces subventions peuvent :

- 1° être faites sur la base de normes générales ou particulières;
- 2° être assujetties à des conditions générales applicables à toutes les commissions scolaires ou à des conditions particulières applicables à une ou à certaines d'entre elles;
- 3° n'être faites qu'à une ou à certaines commissions scolaires ou au Conseil scolaire de l'île de Montréal.

À cette fin, le ministre peut autoriser tout titulaire d'un emploi au ministère de l'Éducation à exercer des fonctions ou pouvoirs dévolus par les règles budgétaires concernant les subventions visées par le présent article; l'article 11 de la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15) ne s'applique pas dans le cas de telles autorisations. ».

**16.** L'article 475 de cette loi est modifié :

- 1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « établit l'insuffisance de ses ressources fiscales » par les mots « a des ressources fiscales insuffisantes »;
- 2° par le remplacement, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du premier alinéa, des mots « égale au montant de cette insuffisance, calculé lors de l'adoption du budget de la commission scolaire » par les mots « fixée par le ministre, après la réception du budget de la commission scolaire, ».

**17.** Tout premier règlement pris en application du paragraphe 4° du premier alinéa ou du deuxième alinéa de l'article 455.1 de la Loi sur l'instruction publique peut prévoir qu'il a effet depuis l'année scolaire 1992-1993.

**18.** Les articles 1 et 12 sont applicables à l'année scolaire 1993-1994 et aux années scolaires subséquentes.

Les articles 4 à 11, 15 et 16 sont applicables à l'année scolaire 1992-1993 et aux années scolaires subséquentes.

**9.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de  
ction de la présente loi*).